

Initiatives ministérielles

C'est la citation exacte. C'est ce que prévoit l'article 701.4 de l'ALE. Mais un autre article porte aussi là-dessus. Il s'agit de l'article 2011. Que prévoit cet article? Cet article stipule que si une partie fait annuler ou réduire un avantage qui devrait raisonnablement découler directement ou indirectement du présent accord, elle peut, en vue de régler la question de façon satisfaisante, invoquer les dispositions de l'article 1804 relatives à la consultation et, si elle le juge approprié, recourir au mécanisme de règlement des différends prévu aux articles 1805 et 1807 ou, avec le consentement de l'autre Partie, recourir à l'arbitrage en vertu de l'article 1806.

Voilà donc la preuve de ce que j'avais, monsieur le Président. Aux termes de l'Accord de libre-échange, nous avons le droit d'attaquer les Américains et de régler la question de leurs incursions sur nos marchés traditionnels. Comme je l'ai dit, je pense que la Fédération canadienne de l'agriculture et d'autres organismes avaient raison quand ils disaient: «Tant que la question du Programme de subventions aux exportations ne sera pas résolu, il ne faut pas laisser entrer le blé américain dans notre pays.»

Savez-vous ce que le gouvernement a dit ou fait? Absolument rien. Il n'a pas voulu intervenir en faveur de nos producteurs, de nos consommateurs ni de notre pays. Il n'a pas voulu les défendre. Il en avait le droit—non seulement avait-il le droit légal aux termes de l'Accord de libre-échange, à mon avis, il avait le droit moral au nom de tous les Canadiens de redresser cette situation. Mais il a refusé et je trouve que c'est une conduite abominable.

Je trouve terrible que notre gouvernement ne défende pas nos agriculteurs. Mais, encore une fois, je suppose que nous ne devrions pas être surpris. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons un gouvernement qui est partisan du laissez-faire. Il croit dans une économie basée exclusivement sur le marché.

Des voix: Bravo!

M. Harvard: Je vois mon collègue de Calgary qui le confirme. Selon ces penseurs antédiluviens, selon ces dinosaures, nous devrions fermer notre démocratie, fermer nos gouvernements, car il n'y a pas de place pour le gouvernement dans l'économie. Nous allons nous fier aux gars, là-bas, sur le marché. Nous allons nous fier à eux et ils nous feront justice. Nous aurons cette bonne vieille théorie de la percolation et toutes ces absurdités.

Vous savez parfaitement bien que ce sont là de pures absurdités.

Ce n'est pas par hasard que, il y a quelques jours à peine, les Nations Unies ont déclaré que, selon leur indice du développement humain, le Canada venait au deuxième rang parmi les meilleurs pays du monde. En passant, je signale que les États-Unis viennent au septième rang.

Pensez-vous que c'est par hasard que le Canada soit un véritable paradis comparativement aux autres pays du monde? Est-ce l'effet du hasard? Bien sûr que non.

Nous sommes un beau pays. Le Canada est un des meilleurs pays du monde parce que nous avons eu des leaders qui, grâce à notre démocratie, se sont servis sagement et judicieusement du gouvernement pour favoriser le développement humain, pour bâtir notre économie et pour hausser notre niveau de vie.

Je ne demande pas au gouvernement d'être répressif. Je ne lui demande pas de tout diriger et de tout posséder. Le gouvernement a sa place parce que, après tout, si nous sommes une démocratie, et c'est ce que nous sommes, nous devons avoir un moyen d'exprimer notre volonté démocratique, et nous le faisons par l'intermédiaire de notre gouvernement. Voilà que nous avons ce gouvernement antédiluvien, qui ressemble davantage à un gouvernement du XIX^e ou du XVII^e siècle, qui dit: «Au diable la tradition, au diable notre histoire et au diable tous nos succès économiques des dernières décennies. Nous avons une meilleure façon. Nous sommes partisans du laissez-faire. Nous avons un programme de droite à appliquer et, vous savez quoi, on ne nous écoute pas.»

Je crois que nous avons vu ces derniers temps que les politiques du gouvernement sont inefficaces. Vous n'avez qu'à regarder les indicateurs économiques. Regardez les chiffres. La méthode des conservateurs n'est pas la bonne. Ils nous font reculer au lieu d'avancer. Ainsi, en terminant mes remarques, je veux dire que je trouve malheureux que nous débattions ce projet de loi à ce moment-ci.

Comme je l'ai dit plus tôt, il ne devrait pas exister du tout. Je souhaiterais que le gouvernement reconsidère cette question, mais je sais que mes espoirs sont vains. Il est d'avis que cette subvention est mauvaise. Je suppose que nous perdons notre temps, mais il est quand même important que nous exprimions clairement nos opinions. C'est ce que j'ai fait.